

## SOMMAIRE

---

### L'ÉDITO

**Qui fait avancer le PS ?**

### LE BLOC-NOTES DE

**Jean-Christophe Cambadélis**

### TRIBUNES

**Une approche globale pour faire baisser le prix des denrées alimentaires**

par **Dominique Strauss-Kahn**

**Un changement de paradigme au FMI**

par **Rodolphe Kauffmann**

**La révolution du réformisme**

par **Pierre Moscovici**

### COURRIER

**Réponse à des militants**

**Numéro « spécial  
vacances de printemps »**



## L'ÉDITO de Jean-Christophe Cambadélis Qui fait avancer le PS ?

C'est entendu ! La déclaration de principes est toute à la fois un dépassement collectif de nos convictions antérieures et une synthèse non synthétique. Certes, la convergence réformatrice de la déclaration est maintenant un acquis pour tous, elle se distingue toute à la fois du surmoi marxiste de la déclaration d'Epinay et de l'évolution « démocrate » des tenants de la troisième voie.

Mais qui a réclamé depuis juin la déclaration de principes ? Qui a théorisé le parti de toute la gauche ? Qui a proposé les primaires ? Qui a mis en perspective le parti réformatrice ? Qui a proposé comme modèle la domestication écologique et sociale de l'économie de marché ? Qui a proposé l'égalité réelle ? Qui a défendu le réformatrice radical ? etc...

Qui fait avancer le PS ?

Porté par Alain Bergounioux et Henri Weber, ce texte, aujourd'hui loué par tous, tire ses racines dans le Manifeste de Socialisme & Démocratie, initié par Laurent Baumel et les idées défendues par Alain Bergounioux et Henri Weber qui furent présentés au Sénat en décembre 2007 lors de la première réunion des Reconstructeurs, il suffit de lire ces textes pour être honnêtement frappé par leur apport à la déclaration de principes.

Ce regroupement jugé « le mariage de la carpe et du lapin » par Vincent Peillon qui tout au débat de fond a salué la déclaration de principes par un communiqué tonitruant : « *aujourd'hui le Parti Socialiste a besoin d'avoir Ségolène Royal à sa tête autour d'une équipe de gens de talents et pas seulement des candidats putatifs et qui l'aident dans sa tâche* ». Qui fait avancer le PS et qui ne s'occupe que des questions d'appareils ?

Cette rupture idéologique doit beaucoup au combat mené par Michel Rocard, Lionel Jospin ou Dominique Strauss-Kahn.

La déclaration de principes codifie tout à la fois le code génétique du PS et la nature de celui-ci. Ce texte donne un autre souffle au débat interne du Parti Socialiste. Certes, il faudra maintenant décliner ces principes en propositions pratiques mais le fil à plomb est là. Le PS est réformatrice, écologique et social. « Etre de gauche différemment dans la mondialisation », tel est le message de cette déclaration. Le débat du congrès est remis sur pied, il ne portera plus entre ceux qui portait plus ou moins artificiellement la rénovation et les conservateurs. L'argument tombe. Nous sommes tous rénovateurs et réformatrices. Ce premier acte du congrès sera donc celui d'une clarification. Le congrès doit le prouver par des propositions, une organisation et une stratégie qui soient à la hauteur des principes que nous allons collectivement adoptés.

### L'échec de Sarkozy soit ! Mais la gauche quoi ?

Le Parti Socialiste tance Sarkozy et il a raison. Mais il ne dit pas ce qu'il aurait fait, il a tort. L'effondrement sondagier de Nicolas Sarkozy n'est pas inattendu. La théorie de la rupture était un slogan « 100% com. ». Elle permettait une autonomie vis-à-vis de Jacques Chirac et de fédérer le mécontentement.

Le contenu bonaparto-libéral de la doctrine sarkozyste n'a pas résisté aux faits.

Il fallait tenir quand Sarkozy était au zénith mais les Français ont-ils été totalement dupes ? Il suffit pour s'en convaincre de regarder les résultats des législatives.

Sarkozy lui a fini par croire à son slogan. Il a touché à tout, mais n'a rien changé. Il a doublé cette improvisation par une prétention de nouveau riche. Et Sarkozy est retombé lourdement. Il chute de l'olympie sondagière. Il redevient un politique comme les autres.

Un comble, il fait moins bien que Chirac, alors qu'il a été élu pour tourner la page.

La France revenue de tout, est revenue à la case départ. Et la gauche croyant faire l'événement se fait « mouche du coche ».

Tout le problème de la gauche est là depuis 2002. Doit-on prospérer via une opposition de rejet ou construire une opposition de projet ?

La gauche est empêtrée dans le confort de la Vème République qui veut que l'on se pose en s'opposant plutôt qu'en proposant. Voilà pourquoi la gauche travaille plus son opposition que son alternative.

Il est d'ailleurs significatif que l'on fasse en France des sondages sur qui est le meilleur opposant à Sarkozy et point sur qui est le meilleur proposant.

Nous ne cessons de répéter qu'il faut d'abord bâtir l'alternative avant de choisir qui s'opposera à Sarkozy ou Juppé.

En ce sens, la nouvelle déclaration de principe est une bonne « nouvelle ». Elle rassemble les socialistes dans la modernisation de leur doctrine. Honnêtement c'est autrement plus prioritaire que la «chasse au Sarkozy».

### La nouvelle déclaration de principe ou l'ébauche d'un socialisme différent

Il s'agit de ce qui fonde le contrat socialiste, c'est son nouveau code génétique. Lorsqu'en juin 2007, j'ai proposé une nouvelle déclaration de principe, ma démarche répondait à deux raisons, la nécessaire actualisation et l'urgence d'un acte d'union.

Le Parti Socialiste sortait de mois de divisions. La vrai/fausse querelle sur le traité constitutionnel européen donnait l'impression aux français que les socialistes étaient divisés sur les buts.

Et dans un monde hyper médiatisé où le ressort de la mise en scène de l'information est le dissensus. A l'exception notable des élections locales, Le PS semblait incapable de retrouver son équilibre.

Il s'agissait donc de bâtir un nouvel équilibre. C'est maintenant chose faite. Ceux qui ont participé comme moi à la commission « Bergougnieux-Weber » on peut mesurer le chemin parcouru au regard de la commission Gérard Collomb en 1990.

On avait refusé à l'époque la domestication écologique et sociale de l'économie.

Ici tant la question du modèle socialiste, écologique et social, que la société juste, l'égalité réelle, ou encore le réformisme radical voir le parti pris de rassembler toute la gauche dans une seule formation, ces questions et d'autres n'ont pas donné lieu à grande polémique.

Une nouvelle formulation de nos buts et des moyens ; Une nouvelle définition de la nature du parti s'adressant à toute la société, dépassant la seule délimitation à la classe ouvrière tout cela était nécessaire.

Si le nouvel âge du capitalisme comme l'explique Manuel Castells, transforme « la manière dont nous naissons, vivons, apprenons, produisons, conduisons, rêvons, luttons et mourrons ». Le nouveau socialisme doit proposer une réponse globale avant de décliner l'alternative. C'est le sens de la déclaration mais il ne peut exister une alternative cohérente s'il n'y a pas de pensée globale. Un PS réformiste dans une économie de marché régulée. Une stratégie visant à rassembler toutes les cultures de gauche dans une même formation : réformiste et ouvert, c'est la nouvelle doctrine qui tourne la page d'Epinay.

Ce qui est remarquable dans la première partie de

l'exercice que nous venons de réaliser, c'est qu'il fut novateur et profondément convergent. Cela confirme une intuition, les divergences sont des divergences « d'accents ». Elles sont souvent le produit de postures. Elles puisent leur racine dans le champ médiatique. Elles sont souvent techniques dans le sens où elles procèdent du comment, pas du pourquoi. Et c'est ici que réside le paradoxe.

Les divergences dans la gauche se sont contractées. Elles n'ont plus la force fondamentale des divergences que nous connaissions dans le passé, par exemple, sur la nature du socialisme. Tous les responsables socialistes dans leur collectivité ont une pratique disons « social-démocrate ». C'est la raison pour laquelle les divergences s'étaient évaporées, les questions de personnes ont malheureusement tant d'importance.

Les vraies divergences se sont déplacées, de la nature du socialisme au moyen de le promouvoir : Le choix des priorités, la nature des alliances, la sélection des dirigeants, la fonction partisane. D'ailleurs c'est la raison pour laquelle l'autre commission, celle sur les statuts ne trouve pas de consensus. Ceci éclaire l'enjeu du congrès. Il ne portera pas vraiment sur la nature du socialisme. Il ne portera pas non plus sur sa modernisation ou pas. Il ne portera pas plus sur les solutions programmatiques ne serait-ce que parce que c'est trop tôt. Il portera sur la nature et la stratégie du PS. La déclaration de principe vient d'accoucher une façon différente d'être de gauche. Et tous les courants l'ont adoptée. C'est la deuxième bonne nouvelle après les municipales.



### **Une approche globale pour faire baisser le prix des denrées alimentaires** Dominique Strauss-Kahn - Tribune publiée dans le *Financial Times* daté du 21 avril 2008

Le haut niveau du prix des denrées alimentaires est un enjeu humanitaire grave. Il est également vecteur d'instabilité macroéconomique qui touche les budgets, les balances commerciales et bien sûr les revenus dans la plupart des régions du monde.

Le prix du riz a augmenté de plus de 50 % depuis le début de l'année et la plupart des prix des autres denrées augmentent fortement. Alors que l'on assiste à un ralentissement de l'économie, les prix augmentent, ce qui est le contraire de ce à quoi devrait s'attendre. Cela reflète en partie la forte demande en provenance des marchés émergents, mais la tourmente financière a aussi augmenté l'attractivité des denrées alimentaires comme classes d'actifs.

Les experts s'attendent à ce qu'à court terme, les prix (notamment ceux du pétrole de la nourriture) augmentent encore plus. Le résultat devrait avoir un effet dévastateur pour les plus pauvres qui consacrent souvent la moitié de leurs revenus à l'achat de nourriture.

Nous ne devons pas rester sans rien faire. Si nous n'agissons pas dès à présent, le monde sera entraîné dans une spirale infernale de restriction des échanges, d'augmentation des prix de produits de première nécessité et de famine. Le programme alimentaire mondial a un besoin urgent de fonds supplémentaires et le soutien à ses initiatives, bien menées, pour nourrir les pauvres et un devoir impératif moral et impératif.

Bien que l'aide soit un premier pas, nous devons être plus ambitieux dans le combat pour faire relever les défis de la disponibilité des ressources alimentaires sur le long terme.

Beaucoup de fermiers n'augmentent pas leur production parce qu'ils ne sont pas équipés pour ou parce que les logiques du marché ne les rendent pas gagnants quand les prix augmentent. Aussi, attendre que le marché se corrige de lui-même n'est pas une solution satisfaisante.

Nous ne devons pas perdre de vue les solutions sur le long terme. Cela signifie une démarche politique plus globale. Les politiques agricoles doivent changer. La hausse des prix des denrées alimentaires de ces dernières années est, en partie, le reflet de politiques bien intentionnées, mais mal conduites des économies avancées qui tentaient de stimuler les biocarburants fait à partir de produits alimentaires à l'aide de subventions et de mesures protectionnistes. Cette hausse des prix reflète également une politique de prix dans l'agricul-

ture qui est imprudente dans certains pays en développement, et cela aussi a besoin d'être amélioré.

Personne ne devrait oublier que tous les pays dépendent du commerce ouvert pour nourrir leurs populations. Pourtant, nous cherchons toujours à agir au niveau national, par exemple en tenant de jouer sur les exportations, ce qui a un impact global désastreux. Si on achevait le cycle de Doha, cela serait d'une grande aide car cela réduirait les barrières douanières et les distorsions, surtout, cela encouragerait le commerce agricole.

LE FMI et la Banque mondiale participent à des discussions pour la stimulation économique aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Les agences multilatérales développent des prêts destinés au secteur agricole des pays pauvres et de ceux à revenus moyens pour encourager et soutenir de bonnes politiques. Mais là, il faut en faire plus et la Nouvelle donne pour une politique alimentaire mondiale de la Banque mondiale est un pas en avant important.

Nous avons besoin, également, d'une nouvelle approche de réduction des risques et d'assurance au niveau aussi bien des agriculteurs que des États. D'importants progrès ont été réalisés dans ce sens par des donateurs au regard des risques catastrophiques ainsi que pour le développement de marchés à venir. Tout cela peut grandement aider à convaincre les agriculteurs que s'ils investissent, ils en recueilleront les bénéfices.

Nous devrions adopter une philosophie similaire pour appréhender les chocs, comme par exemples ceux causés par les prix de l'énergie ou de l'alimentation au niveau macroéconomique. Les États ont besoin d'être rassurés sur le fait que les garanties liées aux financements arrivent au moment où ils en ont besoin. Le FMI jouera son rôle dans ce sens.

Pour les pays qui sont touchés par la crise du marché alimentaire, le FMI est prêt à fournir un soutien financier rapide pour répondre aux besoins de stabilisation des balances de paiements. Et nous aussi disponibles pour revoir nos facilités de prêt pour qu'elles soient appropriées à ce type de problème.

Nous avons une responsabilité morale à mettre de la nourriture entre les mains des pauvres. Le monde peut le garantir et la coopération internationale peut aboutir à fournir le cadre de travail macroéconomique et la motivation nécessaire pour construire des solutions durables au problème.

□

**Six mois après...**

**Un changement de paradigme au FMI par Rodolphe Kauffmann, Délégué national du PS à la réforme des institutions financières internationales**

Cela fait six mois que Dominique Strauss-Kahn a pris les rênes du fonds monétaire international.

Dans un contexte économique international marqué par la crise hypothécaire, les déséquilibres de taux de change, le renchérissement des matières premières agricoles et énergétiques, DSK a amorcé un programme de réforme du FMI conséquent.

En effet, alors que l'institution végétait depuis des années dans un rôle de gendarme macro économique qui prêtait de l'argent en contrepartie de règles d'ajustement structurel drastiques pour les pays concernés, le nouveau directeur général a posé les premiers jalons d'un changement de paradigme dans les programmes d'investissement et le gouvernement du fonds.

Depuis des années, DSK considère qu'il est possible de réguler la mondialisation. Lors de sa campagne devant promouvoir sa candidature, Dominique Strauss-Kahn a dégagé trois grands axes de réforme dans la droite ligne des propositions de notre Parti concernant une refonte des institutions financières internationales.

En premier lieu, Dominique Strauss-Kahn souhaitait s'attaquer à la réforme de la gouvernance du fonds en rééquilibrant la représentativité des pays membre par une ré-allocation des quotes-parts et par la création d'un double collègue.

L'autre axe concernait le recentrage du fonds sur ses missions premières d'intervention sur les politiques monétaires et les mécanismes de contrôle des marchés financiers.

Enfin, Dominique Strauss-Kahn voulait ouvrir un nouveau chantier concernant les politiques de développement des pays du Sud. Partant du principe que les crises potentielles liées aux déséquilibres de développement impactaient sur l'ensemble de l'économie mondiale, DSK ne désirait pas cantonner le FMI dans son rôle de père fouettard des économies du Sud.

**1. Construire une nouvelle gouvernance**

Début avril 2008, le nouveau directeur général du FMI a pu annoncer une première réforme de la représentativité des pays membres. L'enjeu était de taille, sans cet effort le risque était de voir l'institution tomber dans l'obsolescence du fait d'une perte d'implication des grands pays émergents (Inde, Chine, Brésil, Mexique, Afrique du Sud), nouveau créancier du fonds et pourtant toujours sous-représentés au niveau des quotes-parts.

Un transfert de droits de vote significatif a été opéré au bénéfice des pays du Sud.. Cette réforme est la première phase d'un rééquilibrage plus important devant déplacer de 10 points à termes les quotes-parts des pays industrialisés vers les pays en développement.

C'est un premier pas vers une démocratisation des prises de décisions du fonds au profit des pays en développement, mais il reste du chemin à parcourir.

La question des quotes-parts ne pourra suffire à rendre la gouvernance du fond plus représentative. L'idée de « double majorité » avancée par Dominique Strauss-Kahn a été rejetée par une majorité de pays membres car elle favorisait certes certains grands pays émergents, mais aussi, paradoxalement les Etats-Unis.

L'autre objectif de DSK est de réduire le nombre des membres du Conseil d'administration pour mécaniquement contraindre l'influence des pays développés. Là encore, des réticences se sont exprimées.

Pour autant, DSK préfère mettre en avant l'aspect dynamique de ce premier compromis. Reste à savoir si le rythme de ces évolutions influera sur les politiques effectives du fonds. Dans ce contexte, seul un triplement des droits de base pour les pays les plus pauvres permettra le rétablissement d'un meilleur équilibre.

**2. Réguler les marchés financiers mondiaux**

Tous les observateurs ont pu constater une évolution notable du discours émanant du FMI ces dernières semaines.

Avait-on déjà entendu un directeur général du fonds constater la menace pour l'équilibre géostratégique mondiale des émeutes de la faim ou prôner, non pas les coupes sombres dans les budgets des pays en développement, mais, au contraire la promotion des politiques publiques en faveur de l'éducation, de l'environnement ou de la parité homme-femme ?

Avait-on déjà entendu un directeur du fonds affirmer le besoin d'une intervention publique forte dans la crise du crédit et la nécessité « de préparer des politiques de relance » dans les pays entrant en récession ?

Ce retournement idéologique n'est pas seulement dû au contexte de crise mondial, il est le signe avéré d'un tournant dans l'histoire du fonds monétaire.

Pour la première fois depuis le début de la « révolution néo-libérale », un directeur d'une institution financière internationale prône la régulation, le respect des objectifs du millénaire pour le développement, des politiques de contrôle des marchés, une intervention publique et une relance mondiale contra-cyclique.

**3. Faire du FMI une banque du développement**

Face à la colère des populations luttant contre la vie chère dans les pays du Sud, DSK a mis en avant la possibilité de subventionner les prix des denrées de première nécessité. Là encore, nous sommes à front renversé

quant à la culture du FMI qui, au contraire, a toujours soutenu les cultures d'exportation sur le libre marché au détriment des productions de subsistance.

Aujourd'hui, la question des famines ne vient pas de la raréfaction des capacités productives, mais de l'utilisation des surfaces agricoles et des denrées produites dont la manne ne profite pas aux populations. L'inversion des logiques de subventions est au cœur du cycle de Doha de l'OMC. Il serait légitime que pendant un certain temps des économies en développement puissent préserver leurs industries naissantes pour permettre à tous de profiter à long terme de l'expansion des échanges.

Sachant que le soutien transitoire aux prix va entraîner un déséquilibre de la balance des paiements des pays pauvres, DSK vient de proposer de faire évoluer les critères de prêt du fonds pour soutenir les budgets publics des pays en proie à la crise alimentaire.

Par ailleurs, pour que cette inflexion, dans les termes de l'échange, portée par DSK prenne tout son sens, le FMI doit devenir une véritable banque de décaissement au service des multilatérales onusiennes oeuvrant au développement. Le fait d'abonder très rapidement le Programme alimentaire mondial et de créer un fonds de 500 millions de dollars est déjà le signe d'un début de synergie entre les différents organismes mondiaux et le G8.

Six mois et déjà un bilan ! Le fait n'est pas anodin.

Jamais un directeur général du FMI n'a pu avancer sur autant de fronts en si peu de temps. Ce constat est du en grand partie à la légitimité du mandat de DSK auprès des pays du Sud acquise lors de sa tournée mondiale précédant sa désignation. Mais elle est aussi le reflet des effets positifs du social-réformisme appliqué à la régulation de la mondialisation, surtout en période de grand vent.

Pour autant, puisque DSK croit plus à la somme des « petits matins », plutôt qu'au seul « grand soir », rappelons qu'il reste encore beaucoup de changements à accomplir.

Citons pelle mêle, la création d'un représentant unique de l'UE ou de la zone euros au conseil, un label FMI pour les prêts bilatéraux venant de pays émergents créateurs, une intervention sonnante et trébuchante dans la crise alimentaire « dans les 100 prochains jours », la lutte contre les paradis fiscaux la recapitalisation publique des banques de prêt ou encore la création d'un Conseil de sécurité économique et social qui imposerait des normes sociales, environnementales et financières. Tous ces idéaux internationalistes que notre Parti et le PSE doivent continuer à promouvoir dans le débat public français et européen.

□

### La révolution du réformisme

Pierre Moscovici

La nouvelle déclaration de principe du Parti socialiste, dévoilée hier dans *le Monde*, rédigée par une Commission présidée par Alain Bergounioux, qui en est le principal auteur, adoptée à la quasi-unanimité par les instances dirigeantes du parti, et désormais soumise au vote des militants qui la ratifieront dans une Convention nationale marque, l'air de rien, une date dans l'histoire de notre parti. Elle traduit en effet, qu'on me pardonne ce jeu de mots, une révolution dans notre pensée, une révolution réformiste, le choix, enfin assumé, de la réforme au détriment de la révolution. Il faut prendre la mesure, fondamentale et conjoncturelle à la fois, de ce moment.

C'est une révolution sur le fond. Que n'a-t-on pas dit, en effet, du Parti socialiste, ce parti prétendument ringard, caractérisé par l'attachement irraisonné et déraisonnable à une idéologie désuète, enfermé dans les dogmes d'hier, incapable de s'adapter aux temps modernes, bref archaïque, irréaliste, indécorable en un mot ? Le jugement était caricatural, il n'était pas sans fondement. Car, c'est vrai, le PS n'avait pas fait, sur le plan théorique, son « Bad Godesberg », du nom du Congrès du SPD qui, en 1959, avait vu ce parti renoncer au marxisme. Nous ne nous étions pas, pour notre part, totalement débarrassés de cette phraséologie, nous aimions – nous aimons encore, car tout n'est pas réglé – donner aux autres partis européens des leçons de gauche, comme si le social-démocrate était par essence un social-traître, comme si la réforme était une maladie honteuse ou une politique de droite, comme si l'Europe elle-même était une contrainte, un poids et non une chance, un objectif, une capacité d'influence accrue. Ce procès en archaïsme avait toutefois ses excès. Chacun sait, en effet, que la gauche a gouverné pendant quinze ans, sous trois mandatures – 1981/1986, 1988/1993, 1997/2002 – et qu'elle a, dans l'expérience du pouvoir, beaucoup changé tout en transformant le pays. Il y a eu, pendant ces années, de grandes réformes sociales, qu'on ne peut toutes citer – la retraite à 60 ans, les 39 puis les 35 heures, le RMI, la CSG, les emplois-jeunes, l'APA, la CMU – il y a eu des évolutions majeures des institutions et des médias – la décentralisation, l'émergence de l'intercommunalité, l'ouverture du PAF – ou des mœurs – le PACS, la parité – il y a eu, aussi, la libéralisation des marchés financiers, la lutte contre l'inflation, une gestion macro-économique saine, des choix européens engagés. Bref, le Parti socialiste, sous François Mitterrand, Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Michel Rocard, Pierre Bérégovoy, Lionel Jospin, avec Jacques Delors et DSK, avec tous les autres ministres de ces trois mandats, a beaucoup réformé, il n'est plus le même, il est un parti capable de gérer le pays, mieux que ne le fait la droite. Mais notre théorie n'avait pas rejoint notre pratique, nous en étions restés, à certains égards, à ce « long remords du pouvoir » dont parlaient Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, à cette « parenthèse » ouverte en

1983 par Lionel Jospin, notamment pour ceux qui gardaient la nostalgie du bon vieux temps du « socialisme dans un seul pays ».

La voilà aujourd'hui refermée, le surmoi gauchiste se tait alors que le choix social-démocrate est enfin fait. Nous avons, autour de DSK prenant le relais de Michel Rocard auprès de Lionel Jospin, milité pour cela depuis des années, sans être toujours entendus et suivis. Le « réformisme de gauche » du Congrès de Dijon était resté sans contenu, la synthèse du Mans était légère, le projet présidentiel de Ségolène Royal, malgré certaines audaces, n'avait pas toute la cohérence requise. Cette cohérence, elle se trouve dans la déclaration de principes. Beau texte, sans effets de manche ni lyrisme ensorceleur, mais dense, percutant, concret, qui montre que l'on peut être à la fois de gauche et réaliste, porter une critique historique du capitalisme, conserver la recherche de l'égalité au cœur de notre idéal, se battre pour le progrès, être attaché à la démocratie, tout en militant pour la décentralisation, en étant profondément réformiste, sincèrement européen, en visant une économie de marché – oui, ce mot faussement tabou est enfin inscrit dans nos textes – mais sociale et écologique, une économie mixte. L'heure de la social-démocratie, celle de la sincérité, de la conformité entre les actes et les paroles a enfin sonné. Voilà pourquoi, en effet, ce texte a une portée majeure, et peut ouvrir, si nous savons la porter, un nouveau cycle dans l'histoire du socialisme français.

Il y a toutefois un « mais » plus conjoncturel : notre comportement politique, dans le Congrès qui vient, doit être à la hauteur de cette ambition théorique, sans quoi celle-ci paraîtrait encore hypocrite ou ambiguë. Car, au fond, nous avons fait tous ensemble ce choix d'un réformisme conséquent, ambitieux, radical, approuvé ce texte, entériné ainsi une évolution profonde de notre doctrine et de nos actes. C'est plus particulièrement vrai pour ceux qui, au sein de la majorité du parti, ont été les fers de lance de ce combat – nous en sommes. Comprendrait-on que demain ils se divisent autour d'enjeux certes non négligeables – le leadership ou la stratégie – mais en réalité posés de manière très artificielle ? Cela ne marquerait-il pas au contraire une régression, une rechute qui nous seraient, à juste titre, sévèrement reprochées ? À deux reprises – sur le terrain électoral avec les municipales et les cantonales, dans le champ intellectuel avec la déclaration de principes – nous venons de faire la preuve que nous pouvions réussir par le rassemblement et par le travail. C'est à mon sens vrai aussi pour nos échéances internes. Le texte publié hier par *le Monde* doit, selon moi, être aussi le cahier des charges de notre Congrès, et au-delà de ce que nous devons faire pour gagner en 2012 puis ensuite agir avec cohérence. J'invite chacun à y réfléchir.

□

### Réponses à des militants

*Jean-Jacques Urvoas a fait parvenir le procès verbal de la section du Guipavas (Fédération du Finistère) A Jean-Christophe Cambadélis. De façon subliminale il pointait le décalage entre les préoccupations « nationales » et la réalité du terrain. Message reçu. Jean-Christophe Cambadélis adécidé de répondre « aux copains » et pas «aux journalaux».*

Le 8 avril 2008 les socialistes guipavoriens se sont réuni chacun y est allé de son analyse à propos du congrès du PS.

**Isabelle : À l'issue des élections municipales et cantonales, le PS apparaît encore plus comme un parti d'élus locaux. Sa dimension nationale et sa capacité à offrir des perspectives, des projets pour la France et l'Europe doivent être impérativement affichées si le PS souhaite reconquérir le pouvoir. Le congrès devra servir à déterminer cette ligne.**

**Réponse :** Je crois que le PS est semblable à une grande baleine échouée sur le sable. Dominant dans les régions, villes et départements, incapable de nager dans les eaux profondes de l'alternative à la droite. De quoi avons-nous besoin ? D'un cap ; ce sera la déclaration de principes qui nous sera soumise dans quelques jours. De réponses, ce devrait être le rôle du congrès.

La droite abîme la France, étrangle les Français, s'attaque aux plus faibles. Le Parti socialiste doit présenter une ligne claire, des réponses innovantes, une stratégie performante. Sinon comme tu le sous-entends, il sera plus confortable d'assurer des bastions locaux que de se lancer dans un combat national incertain. Il faut reconquérir le pouvoir car le socialisme ne saurait être viable s'il n'est que local.

**Yvon : J'attends que le PS mette en place une machine de guerre pour gagner les prochaines élections nationales. Sarkozy l'a fait avec l'UMP. Il faut le faire avec le PS.**

**Réponse :** Yvon tu as raison ! Mais il n'y a pas de machine de guerre efficace sans but de guerre clair, sans stratégie définie. Bref, il faut une boussole pour savoir où l'on va. Des idées claires, praticables plutôt que les brumes du combat de personnes.

Sarkozy a d'abord défini la rupture avec notre modèle social avant de rendre efficace sa machine.

**Yann : Il faut que le PS affirme qu'il est la première force de gauche. Il faut qu'il redevienne un parti**

**de gouvernement. Pour cela il faudra un débat politique afin d'arrêter une ligne directrice lisible et claire.**

**Réponse :** d'accord avec toi Yann. Le problème est comment définir une ligne «directrice lisible et claire». J'en ai soupé de ces contributions, motions, textes totalisant qui cherchent à épuiser le débat plutôt que l'éclairer.

J'en ai écrit tellement en vingt ans. Ce débat politique doit déboucher sur la clarté. Voilà pourquoi j'ai proposé de faire autrement pour le prochain congrès. 20 questions décidées par les socialistes. 20 réponses aux votes des militants des militants, 20 débats au congrès pour les trancher. Car en fin de compte, les motions « fourre tout » sont le plus sûr moyen de laisser les mains libres. Là, nous définirons une ligne, des réponses, une stratégie. Pas besoin d'une ou d'un père fouettard, les principaux débats seraient tranchés. Il suffirait de faire vivre nos décisions. Le congrès suivant pourrait commencer par un rapport d'activités sur la mise en oeuvre des décisions.

**Alain : Il faudra que le Premier secrétaire désigné à l'issue du congrès soit impérativement le candidat à la présidentielle pour éviter le spectacle de la dernière fois.**

**Réponse :** Alain je ne te suivrais pas ! Pas seulement parce que c'est trop tôt. François Mitterrand, même Premier secrétaire, s'est déclaré quelques semaines avant l'échéance. Mais parce que nous sommes, tu le sais devant un vrai problème de leadership. Depuis le départ de Lionel, personne ne s'impose. Le dirigeant désigné même avec 60% pour Ségolène est contesté. On pourra dire que le leader sera incontesté que le jour où il aura gagné la présidentielle. Pour le rendre moins incontestable, il n'y a que la solution des primaires dans notre électorat. Pour cela il faut ramener le calme au PS. J'allais écrire la confiance. Et en plus il faut trancher de nombreuses questions. Nous devons ouvrir un espace pour les présidentiables suffisamment tard pour ne pas être pollué, suffisamment tôt pour être rassemblés un an avant l'échéance. Bref, il faut construire la dynamique de l'alternative plutôt qu'imposer un berger contesté !

**Vincent : est également pour que le Premier secrétaire soit le prochain candidat à l'élection présidentielle. Il souhaite également que les têtes socialistes changent enfin, car ce sont les mêmes depuis des dizaines d'années !**

**Réponse :** Vincent ! Les temps changent, les têtes

aussi ! Où sont les Mauroy, Rocard, Chevènement, Mermaz, Mexandeau, Jospin etc. Des références évidemment, mais ils ne sont plus les leaders principaux du tendre drame que nous vivons. Non, de nouveaux leaders s'imposent, regardez Jean-Jacques Urvoas, la mutation est à l'œuvre. De toutes façons la voracité de « nouveaux » du système médiatique fait son œuvre avec encore plus d'efficacité que les militants !

**Alix : En analysant les premières positions des futurs candidats au poste de Premier secrétaire, il semble qu'ils défendent le choix d'un candidat aux présidentielles différent du premier secrétaire du PS. Or ces positions sont en contradiction avec la base du parti. Enfin, il faut attendre que le parti se mette en marche pour les prochaines élections.**

Réponse : Alix faut-il attendre ? La tâche du Premier secrétaire sera de rendre efficace le PS tant du point de vue électoral que social. Mais il devra préparer les élections européennes qui vont être déterminantes. La radicalité dans l'austérité de Nicolas Sarkozy va provoquer une envie de « gueuler ».

C'est un moment que l'extrême gauche peut utiliser. Vous connaissez cela en Bretagne. Mais nous pouvons aussi être confrontés à des écologistes regroupés autour de Cohn-Bendit/Hulot. Si le PS est divisé à son congrès, s'il n'est pas clair sur l'Europe, nous connaissons de graves difficultés. Et puis il y aura les élections régionales. La droite veut déjà modifier le mode de scrutin. Je suis de ceux qui estiment que l'on devrait dire à Sarkozy que nous ne voterons pas la réforme de la constitution s'il touche au mode de scrutin aux régionales. Tu vois, il y a du boulot pour bâtir une alternative.

**Marie-Paule : Le parti fonctionne bien localement. Mais au sommet cela se gâte. Il existe un réel problème avec les têtes pensantes du parti.**

Réponse : Marie-Paule, ce qui me frappe, moi, c'est la convergence sur le fond - honnêtement les divergences sont dues au passé et pas au présent - les querelles d'accents - c'est-à-dire sur l'ampleur plutôt que sur la nature des réponses. - Les conflits de personnes - dus plus à la pipolisation de la politique qu'à de vraies divergences politiques.

**Yvon : Actuellement la majorité et le gouvernement jouent tous les rôles : celui de la majorité mais également celui de l'opposition. Il faut que le PS regagne sa place de première opposition.**

Réponse : Oui Yvon tu as raison. Mais notre problème reste la visibilité de notre opposition. Nous sommes au Parlement et pas sur le terrain. Où sont les campagnes, les meetings contre la vie chère ? Les

pratiques militantes de mobilisation de l'opinion ? Et puis nous sommes devenu un parti de rejet et pas de projet. Une bonne opposition n'est visible que si elle est crédible et défends une alternative.

**Alix : Il faut qu'à l'issue du congrès, il y ait une ligne directrice claire. Le Modem est le contre exemple, puisque faute de clarté et de lisibilité il s'effondre.**

Réponse : Je te propose le triptyque suivant : notre identité d'abord, notre élargissement ensuite, les alliances enfin, là il n'y a pas de risque.

**Florent : le Modem s'effondre effectivement, mais son électorat est toujours présent.**

Réponse : Juste Florent ! Il faut donc une dynamique à gauche pour attirer et une alternative crédible pour convaincre. Telle est l'alchimie gagnante !

**Vincent : Il faut être clair. Bayrou n'a jamais été un homme de gauche. On ne peut pas s'allier avec lui.**

Réponse : Comme tu y vas Vincent ! Si on ne rassemblait que des hommes et des femmes vraiment de gauche, on aurait du mal à être majoritaires. Mitterrand n'a jamais eu de problème pour s'allier avec Robert Fabre, radical de gauche, qui n'était pas précisément de gauche et Léon Blum qui s'est allié avec le parti radical d'avant guerre. La question est de se rassembler sur quoi ?

Le « centrisme présidentiel » de Bayrou a pour but de nous supplanter au premier tour de la prochaine présidentielle. Il faut le savoir ! Nous devons être devant ferme sur notre alternative, les mains tendues au second tour pour battre Nicolas Sarkozy ou son successeur.

**Yves : Il est notable de remarquer une inversion lors de ces 20 dernières années. Il y a 20 ans, le PS était plus porté par des utopies tandis que la gestion locale était plus pour la droite. Aujourd'hui c'est l'inverse. La gauche gère localement et ne porte plus de messages, d'idées.**

Réponse : Yves ne serais-tu pas à la recherche de « l'utopie concrète » ? Je te propose « penser l'utopie globale », « le traduire au national », « le décliner au local ».

**Isabelle : Effectivement la gauche gère avec succès les collectivités locales. Elle en a du coup peut être perdu sa capacité à appréhender globalement. Mais ne faudrait-il pas que le PS s'inspire d'exemples locaux comme les socialistes bretons qui ont du construire de solides bases électorales**

# La lettre

Réponse : Yves ne serais-tu pas à la recherche de « l'utopie concrète » ? Je te propose « penser l'utopie globale », « le traduire au national », « le décliner au local ».

**Isabelle : Effectivement la gauche gère avec succès les collectivités locales. Elle en a du coup peut être perdu sa capacité à appréhender globalement. Mais ne faudrait-il pas que le PS s'inspire d'exemples locaux comme les socialistes bretons qui ont du construire de solides bases électorales sur leurs valeurs mais également en nouant des alliances. (cf. congrès fédéral de la rentrée 2007).**

Réponse : Isabelle, j'aurais mauvaise grâce à ne pas te dire oui. Mais si le breton est solide, il est confronté parfois à quelques soucis électoraux - par exemple aux municipales - qui doivent le faire réfléchir.

**Yvon : Il faudrait que le PS regagne les votes ouvriers et salariés qui ne vont plus voter.**

Réponse : Mais Yvon comment pourrait-on te contredire ! La question est comment ? Je crois que c'est la crédibilité et l'efficacité dans et pour la justice sociale qui regroupera les couches ouvrières, et pas le populisme démagogique !

**Marie-Paule : Pour cela, il faut que le PS existe locale-**

**ment et se montre pour susciter l'intérêt des citoyens.**

Réponse : Marie-Paule, tu résumes parfaitement ce que doit être l'une des tâches de la nouvelle direction, un PS réformiste dans une économie de marché régulée dont la tâche sera de reconstruire un socialisme au quotidien au travers d'un esprit militant !

**Henri : Il faut que le PS sorte de son parisianisme. Il y a des choses qui se passent ailleurs comme par exemple à l'ouest.**

Réponse : Allez Henri, à l'ouest il y a du nouveau. Je plaisante ! Ta critique porte sûrement sur les « postures » souvent changeante, « l'impressionnisme médiatique et sondagier », « l'hyper réactivité aux débats solférinesques », « le jargon technocratique et souvent suffisant », « l'absence d'écoute et encore plus de réponses ». Bref, ce contre quoi pestent les socialistes parisiens du 19ème arrondissement de Paris »

Merci à tous, merci à vous, à toute !

JCC



## PRENEZ LA PAROLE : CONTRIBUEZ AU MANIFESTE DU PSE !



manifesto2009.pes.org  
Yourspace



Chaque semaine, de nouveaux abonnés,

faites connaître autour de vous, rejoignez-nous, exprimez-vous, Contactez-nous :

**Par mail :** [lettre@socialisme-et-democratie.net](mailto:lettre@socialisme-et-democratie.net)

**Par téléphone :** 01 40 63 68 48 (Damien ou Karine)

Par courrier postal : Socialisme & démocratie c/o Bureau de Jean-Christophe Cambadélis - 126 rue de l'Université 75355 Paris 07 SP

**CETTE LETTRE EST AUSSI LA VÔTRE, LISEZ-LA, DIFFUSEZ-LA, PARLEZ-EN, CONTRIBUEZ-Y**

Nom  prénom

Adresse

Téléphone  mail

Abonnement 15 euro soutien 30 euro